

Kolom 1 — Te verlenen graad	Rang	Kolom 2 — Graden welke toegang verlenen tot de in kolom 1 vermelde graden 1				Kolom 3 — Bijzondere voorwaarden
		A. Door verandering van graad	B. Door verhoging in graad	C. Door overgang naar het hoger niveau	D. Door aanwerving	
Bibliothecaris	10	Bestuurssecretaris	—	Graden van niveau II (houders van een diploma van bibliotheconomie)	Ja	— Voor de verandering van graad : ten minste één jaar functie in de graad van bestuurssecretaris bij de Dienst van de Bibliotheek of bij de dienst waar de betrekking voorkomt, en onderzoek naar de vereiste beroepsgeschiktheid. De graad-anciënniteit gaat met terugwerkende kracht in op de datum van indiensttreding.

Bruxelles, le 14 juin 1985.

L. TINDEMANS

Brussel, 14 juni 1985.

L. TINDEMANS

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 1828

4 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal portant exécution de l'article 3, § 1er, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge.

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, notamment les articles 3, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982 et la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, 5, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1987 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, et 12, modifié par la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, notamment l'article 16, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 7 avril 1964, 28 septembre 1965, 13 novembre 1975 et 29 mars 1985;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, émis au 5 juillet 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Vu l'urgence de réaliser les calculs nécessaires pour permettre dès le 1er octobre 1985, le passage à un mode de calcul sur des rémunérations forfaitaires comme le prévoit le présent arrêté;

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 1828

4 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid voor zeelieden ter koopvaardij, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982 en bij de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, op artikel 5, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1987 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, en op artikel 12, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende de wijziging en samenordering van de statuten van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag, inzonderheid op artikel 16, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 april 1964, 28 september 1965, 13 november 1975 en 29 maart 1985;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag op 5 juli 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de noodzaak dat dringend de nodige berekeningen moeten worden gemaakt om vanaf 1 oktober 1985 de omschakeling naar een berekeningswijze op forfaitaire lonen zoals voorzien in dit besluit mogelijk te maken;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. En exécution de l'article 3, § 1er de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, modifié par l'arrêté royal n° 96 du 20 septembre 1982 et la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, les rémunérations forfaitaires, servant de base pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, sont fixées à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2. § 1er. Pour les capitaines de la marine, officiers et marins subalternes, la rémunération forfaitaire comprend :

a) en exécution du contrat d'engagement maritime : gages complets \times 1,48, augmentés de la prime d'inflation;

b) en exécution d'un autre contrat d'engagement ou en cas de paiement de l'indemnité de préavis par l'armateur :

— capitaines et officiers :

gages complets \times 1,16, augmentés de la prime d'inflation;

— marins subalternes :

rémunération des shoregangers \times 1,18, augmentée de la prime d'inflation pour les shoregangers.

§ 2. Pour les shoregangers, la rémunération forfaitaire est égale à la rémunération liée à la tâche accomplie, multipliée par 1,18, augmentée de la prime d'inflation pour les shoregangers.

Art. 3. L'article 16, § 1er, de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, modifié par les arrêtés royaux des 7 avril 1964, 28 septembre 1965, 13 novembre 1975 et 29 mars 1985, est remplacé par la disposition suivante :

a) Le capitaine est tenu, lorsqu'il congédie son équipage, soit en Belgique, soit à l'étranger, lors même que le navire serait vendu, d'opérer les retenues prévues par l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. Il est responsable de ces retenues, dont le montant est versé par l'armateur. L'armateur est tenu de dresser un état détaillé des retenues qu'il a opérées et des versements qu'il a effectués en exécution de l'arrêté-loi du 7 février 1945.

L'armateur est tenu d'effectuer la déclaration et le paiement auprès de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge dans les 30 jours civils suivant le mois durant lequel le voyage s'est terminé. Cette règle générale ne dispense cependant pas l'armateur de l'obligation d'effectuer au moins tous les six mois — de date en date — une déclaration, lorsque le voyage dure plus de six mois. L'armateur est tenu d'effectuer, dans ce cas, la déclaration et le paiement dans les 30 jours civils suivant l'expiration d'une période de six mois.

b) L'armateur est tenu d'opérer à chaque paie les retenues prévues par cet arrêté-loi et afférentes aux travailleurs qui tombent sous le champ d'application de l'arrêté-loi du 7 février 1945, tout en étant engagés avec lui dans les liens d'un contrat de travail, autre que celui prévu par la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime. L'armateur est tenu de dresser un état détaillé des retenues opérées et des versements dont il est redevable en exécution de l'arrêté-loi du 7 février 1945. Cet état doit être introduit et payé dans le cours du mois suivant celui auquel il se rapporte.

c) Les montants dus par les armateurs sont versés au compte chèque postal de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge ou de la Caisse générale d'épargne et de retraite pour le compte de cette institution.

d) Sous « le mois durant lequel le voyage s'est terminé », visé au littéra a), l'on entend le mois d'arrivée du bateau dans un port belge.

Art. 4. Un article 16bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal du 24 octobre 1936 :

« Art. 16bis. § 1er. La Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge peut renoncer au paiement des majorations de cotisations, des intérêts de retard et des indemnités de retard, visés à l'article 12 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, lorsque l'armateur démontre que suite à un cas de force majeure dûment prouvé, il était dans l'impossibilité de s'acquitter de ses obligations dans le délai de paiement prescrit.

§ 2. Lorsque l'armateur apporte la preuve de circonstances exceptionnelles, justificatives du défaut de paiement des cotisations dans les délais réglementaires, la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, peut réduire au maximum de 50 p.c. le montant de majorations de cotisations et au maximum de 25 p.c. le montant des intérêts de retard dus. L'exercice de cette faculté est toutefois subordonné au paiement préalable par l'armateur de toutes ses cotisations de sécurité sociale échues.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In uitvoering van artikel 3, § 1, van de besluitwet van 7 februari 1945 houdende de maatschappelijke veiligheid van de zee- lieden ter koopvaardij, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982 en de wet van 1 augustus 1985 houdende de sociale bepalingen, worden in artikel 2 van dit besluit de forfaitaire lonen vastgesteld dienend als basis voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen.

Art. 2. § 1. Voor de zeevarende kapiteins, scheeps-officieren en scheepsgezellen, omvat het forfaitair loon :

a) in uitvoering van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst : volle gages \times 1,48, verhoogd met de inflatiepremie;

b) in uitvoering van een andere arbeidsovereenkomst en in geval van de betaling door de reder van de opzeggingsvergoeding :

— kapiteins en scheepsofficieren :

volle gages \times 1,16, verhoogd met de inflatiepremie;

— scheepsgezellen :

loon van de shoregangers \times 1,18, verhoogd met de inflatiepremie voor de shoregangers.

§ 2. Voor de shoregangers is het forfaitair loon gelijk aan het loon verbonden aan de verrichte taak, vermenigvuldigd met 1,18, verhoogd met de inflatiepremie voor de shoregangers.

Art. 3. Artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 april 1964, 28 september 1965, 13 november 1975 en 29 maart 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

a) Wanneer de kapitein in België of in het buitenland zijn bemanning afmonstert, moet hij, zelfs al wordt het schip verkocht, de afhoudingen verrichten die voorgeschreven zijn bij de besluitwet van 7 februari 1945, betreffende de maatschappelijke veiligheid der zeelieden ter koopvaardij. Hij is aansprakelijk voor deze afhoudingen die door de reder zullen gestort worden. De reder moet een omstandige rekening opmaken van deze verrichte afhoudingen en van de krachten de besluitwet van 7 februari 1945 door hem verschuldigde stortingen.

De reder is verplicht aangifte en betaling te doen bij de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag binnen de 30 kalenderdagen volgend op de maand waarin de reis beëindigd is. Deze algemene regel ontslaat de reder evenwel niet van de verplichting minstens om de zes maanden — van datum tot datum — een aangifte op te maken, wanneer de reis langer duurt dan zes maanden. De reder dient in dit geval aangifte en betaling te doen binnen de 30 kalenderdagen na het verstrijken van de zesmaandelijke periode.

b) De reder is ertoe gehouden bij iedere loonbetaling aan zijn werknemers die onder de werkingssfeer van voormelde besluitwet van 7 februari 1945 vallen doch met hem verbonden zijn door een andere arbeidsovereenkomst dan deze van 5 juni 1928 wegens scheepsdienst, de bij bedoelde besluitwet bepaalde afhoudingen te verrichten. De reder moet een omstandige rekening opmaken van deze verrichte afhoudingen en van de krachten de besluitwet van 7 februari 1945 door hem verschuldigde stortingen. Deze rekening dient ingediend en betaald te worden in de loop van de maand die volgt op deze waarop ze betrekking heeft.

c) De door de reders verschuldigde bedragen worden op de postrekening van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag of van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas voor rekening van deze instelling gestort.

d) Onder de « maand waarin de reis beëindigd is », bedoeld in litera a), wordt verstaan de maand van de aankomst van het schip in een Belgische haven.

Art. 4. Een artikel 16bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit van 24 oktober 1936 ingevoegd :

« Art. 16bis. § 1. De Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag mag afzien van de betaling van de bijdrageopslagen, de verwijlntresten en de nalatigheidsvergoedingen, bedoeld in artikel 12 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid voor zeelieden ter koopvaardij, wanneer de reder aantoonde dat hij wegens behoorlijk bewezen overmacht, onmogelijk zijn verplichtingen heeft kunnen nakomen binnen de voorgeschreven betalingstermijn.

§ 2. Wanneer de reder het bewijs levert dat de niet-betaling van de bijdragen binnen de reglementaire termijnen aan uitzonderlijke omstandigheden is toe te schrijven, kan de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag het bedrag van de bijdrageopslagen met ten hoogste 50 pct. en het bedrag van de nog verschuldigde verwijlntresten met ten hoogste 25 pct. verminderen. Dit kan zij nochtans enkel nadat de reder alle vervallen sociale zekerheidsbijdragen heeft betaald.

§ 3. La réduction susvisée de 50 p.c. du montant des majorations de cotisations peut être portée à 100 p.c. par la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge :

1^o lorsque l'armateur à l'appui de sa justification, apporte la preuve qu'au moment de l'exigibilité de la dette, il possédait une créance certaine et exigible à l'égard de l'Etat, d'une province ou d'un établissement public provincial, d'une commune, d'une association de communes ou d'un établissement public communal ou intercommunal, ou d'un organisme d'intérêt public visé par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêts public ou d'une société visée par l'article 24 de la même loi inséré par l'arrêté royal n^o 88 du 11 novembre 1967;

2^o lorsque son comité de gestion admet par décision motivée prise à l'unanimité, que des raisons impérieuses d'équité ou d'intérêt économique national ou régional justifient, à titre exceptionnel pareille réduction. »

Art. 5. Un article 16^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal du 24 octobre 1936 :

« Art. 16^{ter}. Lorsque le recouvrement des montants dues à la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge semble être trop incertain ou trop obérant par rapport au montant des sommes à recouvrer, la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge peut renoncer au recouvrement de ces montants par une exécution forcée. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1985.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

§ 3. De vermindering van het bedrag van de bijdrageopslagen van 50 pct. kan door de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag op 100 pct. worden gebracht :

1^o wanneer de reder, ter verantwoording, het bewijs levert dat op het ogenblik dat de schuld eisbaar werd, hij een vaste en eisbare schuldvordering bezat ten opzichte van het Rijk, een provincie of provinciale openbare instelling, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een gemeentelijke of intercommunale openbare instelling of een instelling van openbaar nut beoogd bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of een maatschappij beoogd bij artikel 24 van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967;

2^o wanneer haar beheerscomité bij een met eenparigheid van stemmen getroffen gemotiveerde beslissing, aanvaardt dat zulke vermindering, wegens dwingende billijkheidsredenen of wegens dringende redenen van nationaal of gewestelijk economisch belang, bij wijze van uitzondering, verantwoord is. »

Art. 5. Een artikel 16^{ter}, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit van 24 oktober 1936 ingevoegd :

« Art. 16^{ter}. Wanneer de invordering van de aan de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag verschuldigde bedragen al te onzeker of te bezwarend blijkt te zijn in verhouding tot het bedrag van de in te vorderen sommen, kan de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag van de invordering van die bedragen door een gedwongen tenuitvoerlegging afzien. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1985.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 85 — 1829

25. JUNI 1985. — Dekret zur Anpassung des Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1985 (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1 — In das Dekret vom 7. März 1985 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1985 wird ein Artikel 31 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

“Artikel 31 — Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird ermächtigt, im Namen der Deutschsprachigen Gemeinschaft an der Gründung der Interkommunalen Vereinigung “Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft”, kooperative Gesellschaft in Eupen, teilzunehmen, durch Zeichnung von 3095 Anteilen des Gesellschaftskapitals, das dargestellt wird durch 4100 Anteile von je 1.000 F.

Die gegenwärtigen und zukünftigen Verpflichtungen, die aus den Statuten hervorgehen, dürfen nur durch die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingegangen werden, wenn sie im Rahmen der hierfür vorgesehenen Haushaltsartikel bleiben.”

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Ratsdokumente. — Nr. 5-IAbis (1984-85), Nr. 1. Dekretentwurf. — Nr. 5-IAbis (1984-1985), Nr. 2. Bericht. Vollständige Berichterstattungen. — Diskussion. Sitzung vom 25. Juni 1985. — Verabschiedung. Sitzung vom 25. Juni 1985.